



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

énergie nucléaire

Question au Gouvernement n° 3896

Texte de la question

FILIÈRE NUCLÉAIRE

M. le président. La parole est à M. Claude de Ganay, pour le groupe Les Républicains.

M. Claude de Ganay. Monsieur le Premier ministre, à défaut d'aller mieux ou d'être en marche, la France constate tristement vos échecs, vos promesses révolues et les déclarations contradictoires au sein même du Gouvernement. Quoi de mieux pour illustrer cet état de fait que la déclaration récente du chef de l'État concernant la réduction arbitraire de la part du nucléaire dans notre mix énergétique de 75 à 50 % d'ici à 2025 ?

M. Paul Molac. Bravo à lui !

M. Claude de Ganay. La fermeture programmée d'une partie du parc nucléaire n'interviendra finalement qu'après avis rendu par l'Autorité de sûreté nucléaire, à la fin de l'année 2018. Comment qualifier ce report autrement que comme un enterrement en bonne et due forme d'une promesse de campagne inconséquente ?

Malgré les avertissements des professionnels du secteur et les vives mises en garde en provenance de nos bancs, vous avez persisté dans cette direction, fragilisant durablement la troisième filière industrielle française. Comment ne pas relier les difficultés d'EDF, d'Areva et des nombreuses entreprises sous-traitantes à cette décision, qui relève d'une faute stratégique majeure ?

M. Michel Ménard. Cela n'a rien à voir !

M. Claude de Ganay. Je n'ose imaginer que vous étiez conscient que cette réduction viendrait à menacer plus de 40 000 emplois directs et à mettre à mal une activité économique essentielle pour nos territoires ruraux, déjà durement affectés par la crise économique. Rénover notre industrie nucléaire est une nécessité, je vous l'accorde, mais la précipiter vers sa fin ne serait que dogmatisme.

Monsieur le Premier ministre, profitez-vous de ce report pour redéfinir une politique énergétique d'avenir, fondée sur un mix énergétique pragmatique, et ainsi stopper l'hémorragie qui remet en cause la crédibilité indispensable du nucléaire tricolore ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe Les Républicains.*)

Un député du groupe socialiste, républicain et citoyen. Lobbyiste !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique. Monsieur le député, je tiens tout d'abord à vous annoncer une nouvelle : ce que le Président de la République a confirmé la semaine dernière,

c'est un engagement de campagne,...

M. Bernard Accoyer. Quand un engagement est stupide, il faut savoir le renier !

M. Emmanuel Macron, ministre. ...celui-là même qui a été traduit dans la loi relative à la transition énergétique et qui sera mis en œuvre. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Il consiste précisément dans la réduction de la dépendance du mix énergétique français à l'égard du nucléaire. Lorsqu'on regarde les exemples internationaux, entre autres l'exemple japonais, c'est une bonne chose. Il faut toutefois le faire en bon ordre et au bon rythme,...

M. Thierry Solère. Surtout prenez votre temps ! N'allez pas trop vite !

M. Bernard Accoyer. Vous n'allez donc pas toucher à Fessenheim ?

M. Emmanuel Macron, ministre. ...dans le cadre d'une programmation qui sera présentée d'ici à l'été, sans sacrifier d'emplois ni fragiliser notre souveraineté énergétique. C'est ce que le Président de la République a confirmé et ce que Ségolène Royal avait également pu déclarer, parce qu'on ne ferme pas une centrale du jour au lendemain. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

J'entends les déclarations d'amour parfois tardives à l'égard du nucléaire français. (*Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Philippe Gosselin. Nous n'avons jamais varié !

M. Emmanuel Macron, ministre. Le nucléaire français, il ne suffit pas de l'aimer. Il faut bien l'organiser, le protéger et le prévoir dans le cadre d'une politique de long terme, c'est-à-dire une politique industrielle. C'est précisément ce que fait ce gouvernement, dans une démarche responsable.

M. Bernard Accoyer. C'est la meilleure !

M. Emmanuel Macron, ministre. Je suis au regret de vous le dire, monsieur le député, les difficultés actuelles rencontrées chez Areva, chez EDF et sur certains sites industriels – j'étais encore en début de semaine au Creusot – (« Oh ! » sur les bancs du groupe Les Républicains) ne résultent pas de la transition énergétique. Elles découlent d'un marché nucléaire mondial qui s'est profondément transformé après Fukushima, d'un marché énergétique qui a été profondément bousculé par le gaz de schiste et d'un État actionnaire défaillant, dont la stratégie, durant plusieurs années, a essentiellement consisté à prélever des dividendes et à considérer qu'il n'y avait pas de cohérence à assurer dans cette filière.

M. Jean-Luc Laurent. C'est exact !

M. Bernard Accoyer. Votre discours est en lui-même antinucléaire !

M. Emmanuel Macron, ministre. La refondation de la filière nucléaire accompagne la transition énergétique. C'est notre politique à l'égard du nucléaire qui permettra de le défendre. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Claude de Ganay](#)

Circonscription : Loiret (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3896

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Économie, industrie et numérique

Ministère attributaire : Économie, industrie et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 mai 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 mai 2016](#)